



# Le regard des Français sur la fiscalité

Sondage Ifop pour  
le Groupe Union Centriste du Sénat

N° 115849

Contacts Ifop :

Frédéric Dabi / Sébastien Sibai

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

[prenom.nom@ifop.com](mailto:prenom.nom@ifop.com)

Octobre 2018



# 1 | La méthodologie



## Etude réalisée par l'Ifop pour le Groupe Union Centriste du Sénat

### Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1025** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

### Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

### Mode de recueil



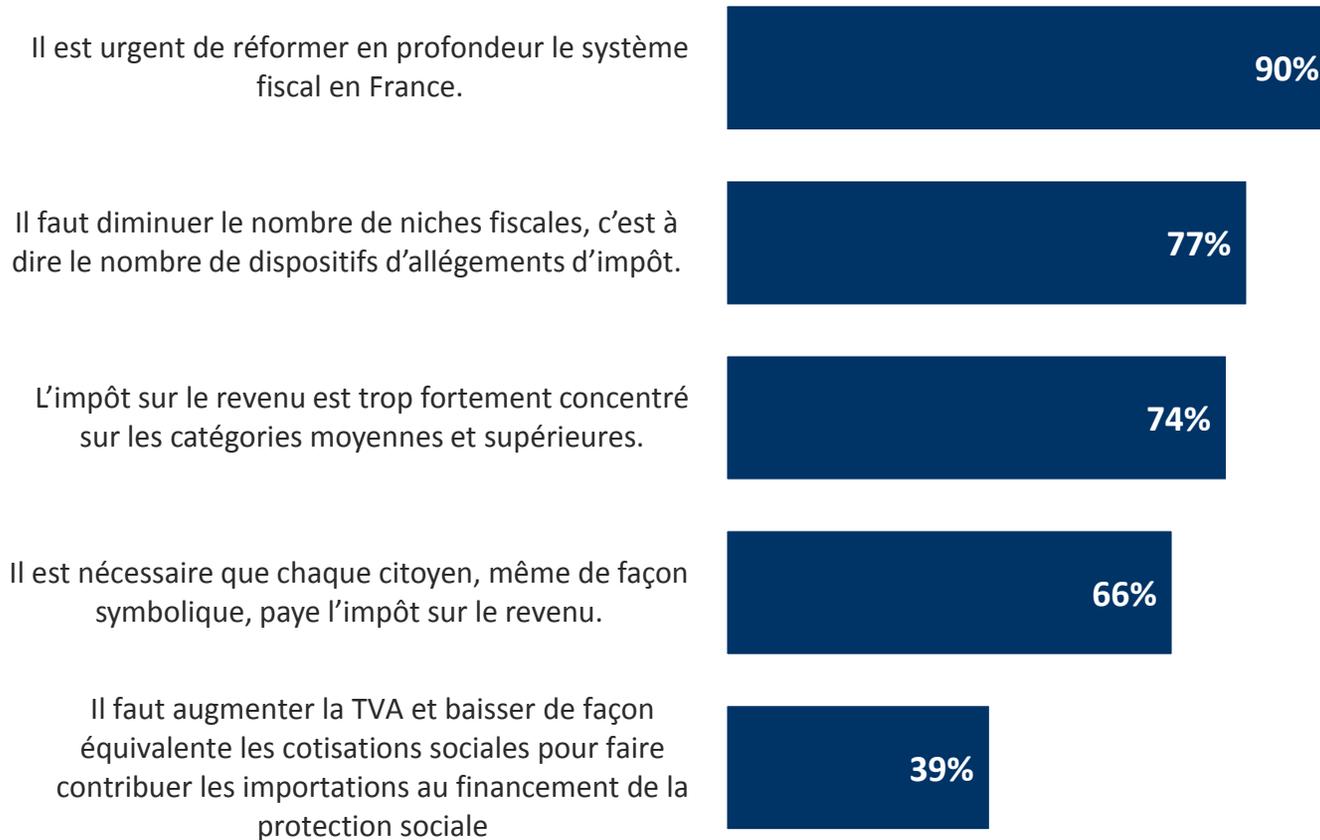
Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 25 au 26 septembre 2018.

## 2 | Les résultats de l'étude



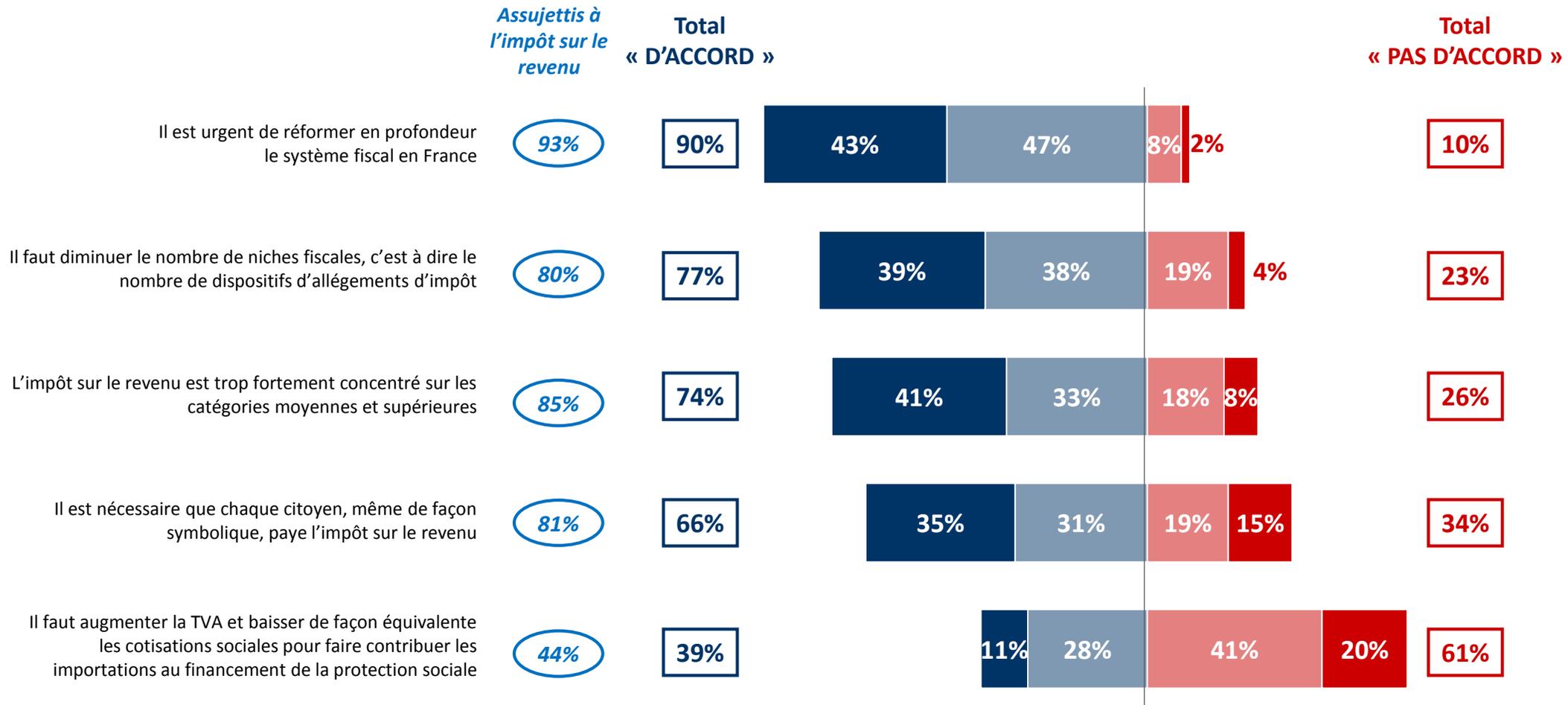
**QUESTION :** Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des phrases suivantes ?

## Récapitulatif TOTAL « D'accord »



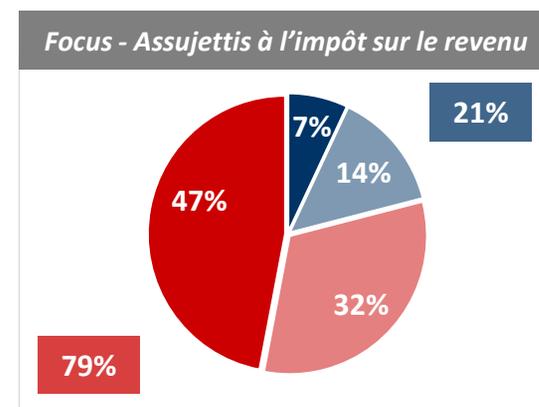
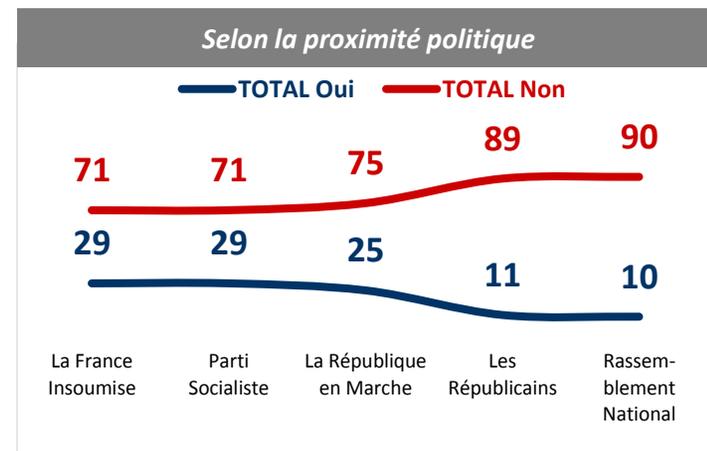
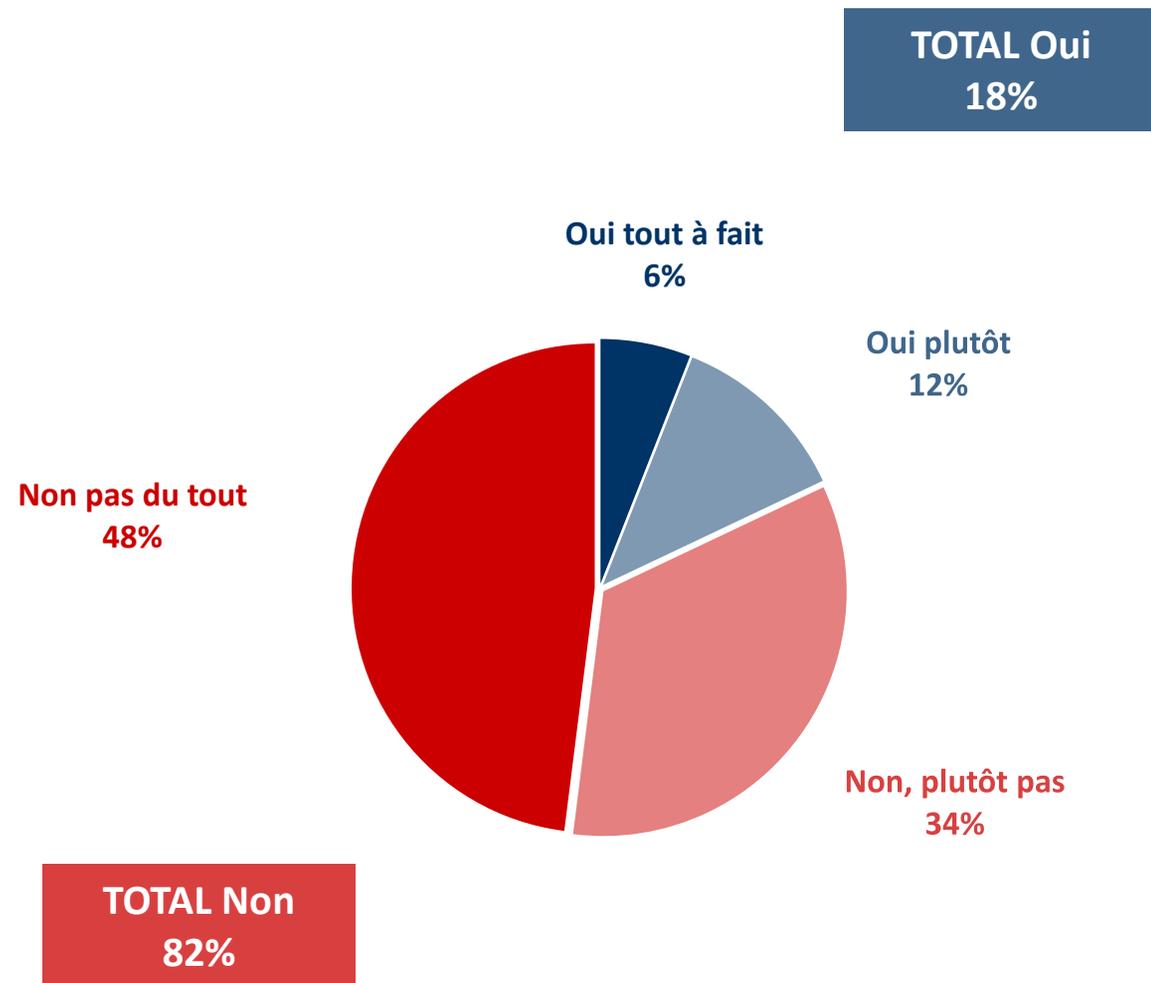
Selon la proximité politique				
La France Insoumise	Parti Socialiste	La République en Marche	Les Républicains	Rassemblement National
88%	88%	91%	93%	93%
80%	83%	88%	73%	76%
65%	52%	85%	92%	76%
59%	65%	79%	83%	54%
29%	41%	39%	50%	34%

**QUESTION :** Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des phrases suivantes ?



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord

**QUESTION :** Trouvez-vous légitime de taxer l'héritage à travers les droits de succession ?



- ❖ Interrogés par l'Ifop au sujet du système fiscal, les Français estiment quasi unanimement qu'il est urgent de le réformer en profondeur (90%, 93% chez les assujettis à l'impôt sur le revenu). Ce constat est d'ailleurs assez uniformément partagé par tous les segments de la population, quelle que soit la variable considérée (âge, profession, sympathie partisane).
- ❖ Dans le même ordre d'idées, plus de trois Français sur quatre (77%) souhaitent voir le nombre de niches fiscales diminuer, une position encore plus ferme chez les sympathisants de La République en Marche (88%) et du centre (86%). Toutefois, le clivage le plus marqué sur ce sujet tient à la classe d'âge : 66% des moins de 35 ans jugent nécessaire de réduire le nombre de niches fiscales tandis que cette proportion atteint 89% chez les 65 ans et plus.
- ❖ S'agissant de l'impôt sur le revenu, une nette majorité de Français considère, d'une part, qu'il est trop concentré sur les catégories moyennes et supérieures (74%) et, d'autre part, que chaque citoyen devrait le payer, ne serait-ce que symboliquement (66%). Ces résultats culminent respectivement à 85% et 81% chez les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu. Sur ces deux sujets, reflets à la fois du « ras-le-bol fiscal » et de la demande d'un « impôt citoyen », la grille de lecture politique apparaît opérante : en effet, on voit émerger une polarisation assez prononcée entre, d'un côté, les sympathisants de la France Insoumise et du Parti Socialiste, moins enclins à estimer que l'assiette de l'impôt sur le revenu est trop concentrée sur les contribuables des couches moyennes et supérieures (respectivement 65% et 52%), et, de l'autre, ceux de La République en Marche et des Républicains dont l'écrasante majorité fait état d'une excessive concentration de la fiscalité du revenu (respectivement 85% et 92%). Au-delà de la lecture politique, la génération constitue également une clé de lecture importante : 64% des moins de 35 ans considèrent que l'impôt sur le revenu pèse trop sur les catégories moyennes et supérieures, alors que cette perception est partagée par 80% des 65 ans et plus.
- ❖ Le principe d'une augmentation de la TVA visant à faire participer les importations au financement de la protection sociale ne recueille quant à lui l'adhésion que de 39% des personnes interrogées. On remarque toutefois qu'un sympathisant des Républicains sur deux (50%) soutient ce principe, qui s'apparente d'ailleurs au projet de « TVA sociale » autrefois porté par Nicolas Sarkozy à la fin de son quinquennat.
- ❖ Enfin, la taxation de l'héritage, projet récemment évoqué par des représentants de la majorité présidentielle, fait quasiment l'unanimité contre elle : 82% des Français estiment illégitime de taxer l'héritage à travers les droits de succession. Les proches des Républicains et du Rassemblement National s'avèrent (à près de 90%) les plus opposés à ce type de taxation.